

Aux Etats-Unis, l'industrie pétrolière rechigne à augmenter sa production



A l'heure d'un potentiel embargo européen sur le pétrole russe et d'une inflation record, l'industrie pétrolière américaine est sommée par la Maison-Blanche de faire jaillir davantage d'or noir. Au Texas, principal Etat producteur d'hydrocarbures, on refuse pourtant d'appliquer trop vite les injonctions de Washington.



REPORTAGE

THÉOPHILE SIMON
ENVOYÉ SPÉCIAL À HOUSTON

Après le charbon, le pétrole. Encouragées par le durcissement de l'exécutif allemand à l'encontre de Vladimir Poutine, accusé de crimes de guerre dans son invasion de l'Ukraine, les négociations d'un sixième paquet de sanctions européennes envers la Russie entrent dans leur phase finale. Elles pourraient notamment aboutir à un embargo sur le pétrole russe après que le cinquième train de sanctions a interdit l'importation de charbon à partir du mois d'août. Une fois la décision entérinée, l'Europe se trouvera néanmoins confrontée à un casse-tête logistique : comment remplacer les quelque 2,3 millions de barils de brut importés chaque jour de Russie ? Une partie de la réponse pourrait provenir d'outre-Atlantique. Principal producteur mondial de pétrole, les Etats-Unis ont annoncé fin mars vouloir augmenter de 15 % leur production d'ici à la fin 2023 afin d'amortir le choc d'offre que représente la mise au ban des énergies fossiles russes. Et ainsi juguler la flambée du prix de l'or noir, désormais proche de ses records de 2014. « En ce moment de crise, nous avons besoin d'augmenter la production de pétrole et de gaz », lâchait début mars Jennifer Granholm, la secrétaire à l'Énergie, devant un parterre de patrons de l'indus-

trie pétrolière nationale. Le temps presse : plombé par une inflation au plus haut depuis quatre décennies, le camp démocrate pourrait perdre le contrôle des deux chambres du Congrès lors des prochaines élections de mi-mandat, prévues pour novembre. Faisant feu de tout bois, le gouvernement américain a ordonné une ponction sans précédent dans les réserves stratégiques du pays et pousse les pétroliers américains à accélérer la cadence.

Explosion des prix

Au Texas, principal Etat producteur d'hydrocarbures, on accueille cependant cet activisme avec circonspection. « Quand je pense qu'il y a encore quelques mois, Biden multipliait les mesures agressives à notre encontre au nom du changement climatique, il faut se pincer pour y croire ! », s'étonne Tracy Perryman, un producteur de pétrole originaire des environs de San Antonio. A Luling, sa petite bourgade de l'est texan dont l'économie est tout entière tournée vers l'extraction du pétrole et du gaz, on souligne qu'augmenter la production pourrait ne pas être aussi simple qu'il y paraît. « Le bouleversement du commerce mondial engendré par la pandémie de covid a fait exploser le prix du matériel industriel, dont une écrasante majorité vient de Chine », témoigne depuis son entrepôt Wayne McCrary, un détaillant d'outils de forage. « Le coût de l'acier a flambé, il n'y a plus de chauffeurs de ca-

mions et recruter des ouvriers pour les puits de pétrole relève de l'impossible. Aucun de mes clients n'est en mesure d'augmenter sa production de manière significative. » Bob McNally, un ancien conseiller en politique énergétique du président George W. Bush, souligne quant à lui une autre difficulté du secteur. « L'explosion du coût du matériel est un problème certes conséquent, mais il n'est pas le principal. Les pétroliers texans sont surtout terrifiés par les dégâts potentiels de la guerre en Ukraine, qui pourrait déstabiliser le marché de l'énergie au point de faire flamber encore davantage le prix du pétrole et de provoquer une récession planétaire. Le cours des énergies fossiles dévillerait immédiatement, comme ce fut le cas lors de chaque récession de l'Histoire contemporaine », analyse-t-il depuis Washington.

Peu importent les sommets atteints par le cours du baril si celui-ci menace de s'effondrer, balayant au passage les investissements exigés par Washington pour accroître la production. Telle est la ligne prévalant aujourd'hui au Texas, qui regarde les récentes menaces de guerre nucléaire adressées par le régime de Vladimir Poutine aux Occidentaux et l'interruption des exportations de gaz à la Bulgarie et à la Pologne, annoncée fin avril, comme autant de raisons de conserver une position attentive. « Pour investir et augmenter la production, nous avons besoin de stabilité à long terme dans les cours du pétrole », explique Michael Whitten, un important dirigeant d'exploitations pétrolières basé à Houston. « Sans cela, je crains que la dynamique qui prévaut depuis le milieu de la décennie 2010 ne persiste. »

Appâtés par des cours élevés et une révolution technologique dans l'extraction du gaz de schiste, une vague d'investisseurs du monde entier avaient déferlé sur le Texas à la fin des années

Tracy Perryman, un exploitant pétrolier de la région de San Antonio. « On nous demande d'augmenter la production à toute vitesse, mais les choses ne sont pas aussi simples. Les investisseurs et les banques sont toujours très hésitants. »

© THÉOPHILE SIMON.

Nouvelles priorités

11,2 millions de barils par jour : c'est la production quotidienne des Etats-Unis en 2021, qui devrait atteindre les 13 millions en 2022. Le pays est devenu en 2018 le plus important producteur de pétrole au monde, devant la Russie et l'Arabie saoudite. L'Amérique, qui est aussi le principal consommateur d'énergies fossiles, n'exporte qu'une part infime de ce total. Ces exportations, aussi minimes soient-elles, symbolisent néanmoins un tournant majeur : c'est la première fois depuis 1949 que le pays exporte davantage de brut qu'il n'en importe. Une nouvelle donne qui explique une partie des nouvelles priorités géopolitiques de Washington.

2000. La production pétrolière américaine avait alors doublé en cinq ans. Las, les cours ne s'étaient pas maintenus et avaient entraîné dans leur chute une immense cohorte d'entrepreneurs. Echaudé, Wall Street se tient aujourd'hui à distance du secteur et préfère profiter de la récente flambée des cours pour encaisser les dividendes si longtemps escomptés. « Que le baril soit à 100 ou 150 dollars, nous ne modifierons pas notre rythme de croissance (...) nous pensons qu'il est important de rétribuer les actionnaires », a ainsi déclaré en février Scott Sheffield, le patron de Pioneer Natural Resources, un important producteur de gaz de schiste texan, provoquant au passage un tollé dans la classe politique américaine. Si l'homme d'affaires a depuis tempéré ses propos, son concurrent Devon Energy a bien augmenté ses rachats d'actions de 60 % au cours de l'hiver tandis que Continental Resources, un autre poids lourd du secteur, accroissait son dividende de 15 %. « L'industrie attendait les bénéfices depuis si longtemps que Joe Biden aura du mal à les lui faire réinvestir », prévient Robert Campbell, un analyste pour le cabinet new-yorkais Energy Aspects. « Cela dit, les prix des hydrocarbures devraient se maintenir à des niveaux élevés pour plusieurs années, notamment car cette absence d'investissements est en passe de créer un fort déséquilibre entre l'offre et la demande mondiale, qui ne devrait pas fléchir avant au moins dix ans. »

Nouvel ordre énergétique

Une fois passées les incertitudes de provenance d'Europe de l'Est, l'Amérique pourrait donc profiter à plein du nouvel ordre énergétique européen. D'autant que le Vieux Continent ne devrait pas limiter ses sanctions aux seuls charbon et pétrole russes. Proposé par la Commission Européenne dès les premières semaines de l'invasion de l'Ukraine, le plan « REPowerEU » prévoit ainsi de réduire de deux tiers les importations de gaz russe d'ici à la fin de l'année 2022 et de viser une interdiction complète d'ici à 2027. L'effort de diversification s'annonce gigantesque : 155 milliards de m³ de gaz naturel, soit 34 % de la consommation annuelle de l'Europe, devront être remplacés en cinq ans. « Dans sa quête de sevrage du gaz russe, l'Europe va devoir se tourner vers plusieurs autres pays producteurs, dont les Etats-Unis », prévoit Mike Fulwood, chercheur à l'Institut d'études énergétiques de l'université d'Oxford. « Mais cela prendra du temps, car il n'y a pas de pipelines sous l'Atlantique et il faudra notamment créer de nombreux terminaux gaziers pour acheminer le gaz naturel liquéfié par bateaux. Il faudra, au mieux, entre quatre et six ans si les capitaux nécessaires affluent rapidement. » L'Europe passera-t-elle d'une dépendance énergétique russe à une dépendance américaine ? « Pas vraiment, son embargo sur la Russie va certes faire perdre à l'Europe une source d'énergie fossile bon marché, mais le continent va être forcé d'accélérer sa transition énergétique vers le renouvelable et gagnera en diversification, deux excellentes choses à long terme », estime Bob McNally, qui rappelle que le Qatar, l'Algérie, l'Australie ou le Nigeria sont aussi d'importants producteurs de gaz naturel liquéfié. Quatre décennies de stratégie énergétique européenne vacillent ; de Houston à Doha en passant par Bruxelles, le temps des grandes manœuvres a commencé.



Le pétrole atteint certes des niveaux records, mais la main-d'œuvre est plus rare et les prix des équipements ont explosé

Wayne McCrary
Vendeur de matériel de forage
à Luling, Texas

